

Maisons-Alfort, le 30 janvier 2009

AVIS

de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments relatif à la demande d'équivalence de la substance active acide gibbérellique d'origine Hermoo

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Dans le cadre de la convention-cadre relative au transfert par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) des demandes antérieures à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2006-1177 du 22 septembre 2006, l'Afssa a pris en compte un dossier, déposé initialement à la Direction Générale de l'Alimentation par la société Hermoo, d'une demande de nouvelle origine pour la substance active acide gibbérellique, pour laquelle l'avis de l'Afssa est requis.

Après évaluation de la demande, réalisée par la Direction du végétal et de l'environnement avec l'accord d'un groupe d'experts du Comité d'experts spécialisé "Produits phytosanitaires : substances et préparations chimiques", l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments émet l'avis suivant.

L'acide gibbérellique est une substance active existante inscrite à l'annexe I de la directive 91/414/CEE¹ et pour laquelle la Hongrie est l'Etat Membre Rapporteur.

Cette demande concerne une nouvelle origine pour la substance active acide gibbérellique, évaluée en référence à la source déposée au niveau européen et selon le Document guide Sanco/10597/2003 rev.7.

En l'absence de l'attestation de validité des spécifications ou d'un dossier mis à jour dans les délais impartis, l'évaluation n'a pas pu être conduite à son terme et l'équivalence entre la substance active d'origine Hermoo et celle de référence ne peut donc pas être établie.

En conséquence, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments émet un avis défavorable à la demande d'équivalence n° 2003-775 spe, relative à l'acide gibbérellique, présentée par la société Hermoo.

Pascale BRIAND

Mots-clés : spécifications, acide gibberellique, Hermoo

¹ Directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991, transposée en droit français par l'arrêté du 6 septembre 1994 portant application du décret 94/359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques.